

**financiarisation de l'agriculture et restructuration  
des systemes agraires : l'exemple de l'uruguay**

par Maëlle GEDOUIN<sup>1</sup>

Présentée par Jean-Paul CHARVET, section 10, Economie et politique

RESUME

Cette communication issue d'un travail de thèse propose une analyse des impacts sociaux et économiques de la financiarisation de l'agriculture en Uruguay, en s'appuyant sur le concept de système agraire issu de l'Agriculture Comparée et sur des travaux issus des Agrarian Studies anglo-saxonnes. Les nouvelles conditions d'accès au foncier et la libéralisation des flux de capitaux décidée dans un contexte de crise en Uruguay au début des années 2000, ont permis une embellie économique fragile. Elles ont favorisé l'arrivée de possesseurs de capitaux intéressés par des placements à court ou moyen termes essentiellement dans la production de soja et l'intensification du secteur bovin. Dans les systèmes agraires du nord de l'Uruguay composés de grands propriétaires terriens éleveurs, de cultivateurs familiaux et d'ouvriers agricoles, cela a accentué les inégalités d'accès aux ressources. Les producteurs familiaux et ouvriers agricoles ont été évincés de la production, et les mécanismes de transmission des exploitations restantes déstabilisés. Ces transformations représentent une nouvelle étape dans l'évolution des systèmes agraires de cette région du monde, où la logique financière est structurante.

**FINANCIALIZATION OF AGRICULTURE AND AGRARIAN SYSTEMS  
RESTRUCTURATION: THE URUGUAYAN CASE**

ABSTRACT

*This communication explores the social and economic impacts of the financialization of agriculture that took place in South America in the 2000s and 2010s, focusing on the uruguayan case. The analysis proposed is based on French Comparative Agriculture approach, particularly on the Agrarian System concept, and on some Agrarian Studies researches about the mechanisms and actors of agricultural financialization. This work was led into two study regions on basis of primary data. The new conditions in access to land and the liberalization of capital flows decided in an economic crisis context in Uruguay in the early 2000s, have led to a fragile economic upturn. They favored the arrival of capital owners interested in short or medium-large term investments in the agricultural sector, in land and/or soybean and meat production. They first flew from the neighbouring countries, then from North-America and Europe after 2008. In the agrarian systems of northern Uruguay, first consisting of large landowners, family farmers and farm workers, this has accentuated inequalities in access to resources. It especially drove out family farmers and farm workers from access to land, and didn't generate a real industrial development. At the same time, the currency flow generated has*

---

<sup>1</sup> [m.gedouin@gmail.com](mailto:m.gedouin@gmail.com) ; PRODIG, AgroParisTech, 16 rue Claude Bernard, 75005 Paris ; SELMET, CIRAD, Avenue Agropolis, 34398 Montpellier Cedex 5

*supported social programs for the poorest and changes in the social relations of production. These transformations represent a new stage in the evolution of the agrarian systems of this region of the world. The inclusion of a financial logic in the development of productive forms and the distribution of added value takes precedence over the productive and patrimonial logic.*

**A. *La financiarisation de l'agriculture comme moteur de relance de l'économie face à une crise économique régionale***

Au début des années 2000, une crise économique et financière majeure a balayé le Cône Sud, amenant à la mise en place de politiques agricoles et économiques d'inspiration néo-libérale pour relancer l'économie et sauver le système bancaire. En Uruguay, pays de plaines et de grandes propriétés où l'élevage de bovins pour l'exportation de viande est central, l'agriculture représente 12% du PIB et 76% des biens et services exportés et a été au cœur du programme. Les mesures prises ont notamment consisté en la libéralisation des flux de capitaux et la fluctuation du taux de change, la structuration du secteur des semences et l'autorisation des OGM, et l'autorisation de vente de terres à des sociétés anonymes. Elles ont amené d'importants flux de capitaux vers l'agriculture, d'abord en provenance de l'Argentine et du Brésil voisins, puis de placements nord-américains et européens à partir de 2008. Quelques statistiques illustrent l'ampleur de ce phénomène entre 2002 et 2014, comme l'augmentation du prix des terres, multiplié par 10 en 12 ans ; l'augmentation des volumes de soja produits et exportés (augmentation de 1200% des surfaces en 10 ans, passage de 0 à 3,5 millions de tonnes exportées) ; et la multiplication par 12 en 12 ans des Investissements Directs Étrangers (IDE). Dans la même période, le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 20%, pour atteindre 44 000 exploitations en 2011, avec une concentration de la baisse dans la catégorie des exploitations de moins de 200 hectares (DIEA 2014).

Ces placements de capitaux se sont accompagnés du développement de nouvelles formes productives orientées vers la production de « commodities », c'est à dire de produits peu ou pas transformés destinés aux marchés mondiaux, comme le soja ou la viande bovine congelée. Les *pools* de culture apparus dans les années 1990 en Argentine en sont une forme emblématique. Ils regroupent des investisseurs et des fonctions techniques et commerciales et recherchent des propriétaires fonciers mettant en location leurs terres et des prestataires de services agricoles pour les cultiver, généralement pour la production de soja (Arbeletche 2010, Guibert *et al.* 2011, Clasadonte *et al.* 2013). Leur développement a été étroitement lié à la diffusion d'un paquet technique basé sur la culture en semis direct de soja OGM résistant au glyphosate, permettant de cultiver de très grandes surfaces rapidement et avec le même itinéraire technique. Des fonds d'investissement visant des placements à moyen/long termes se sont aussi positionnés dans l'achat de foncier et la production pour l'exportation (soja, viande bovine). Les cours très élevés des années 2010 et le bon positionnement du pays sur les marchés mondiaux de la viande les plus rémunérateurs ont également attiré des entreprises brésiliennes de l'aval de la filière viande bovine, alors en plein essor. Elles ont modernisé les structures industrielles et mis en place des actions à destination des producteurs pour augmenter le nombre d'animaux abattus et en modifier les caractéristiques pour mieux répondre aux demandes des acheteurs mondiaux (Gédouin *et al.* 2015).

Les nouveaux usages des terres et les transformations des filières induits par ces flux de capitaux ont eu de nombreux impacts socio-économiques dont l'étude est au cœur de ce travail. Pour le réaliser, nous nous sommes appuyés sur une approche pluridisciplinaire issue de l'agriculture comparée, notamment sur le concept de système agraire (Cochet et Devienne 2006, Cochet 2011). Ce

concept est défini comme « un mode d'exploitation du milieu, historiquement constitué et durable, adapté aux conditions bioclimatiques d'un espace donné, et répondant aux conditions et aux besoins sociaux du moment » (Mazoyer, 1987). Il fournit une échelle de travail pertinente pour comprendre les changements sociaux et économiques induits par de nouvelles politiques économiques et agricoles. Le concept de différenciation sociale et économique des systèmes de production agricoles permet quant à lui d'éclairer les mécanismes de répartition de la valeur créée, et en quoi leur évolution traduit une accentuation ou une réduction des inégalités. Nous nous sommes également appuyés sur des travaux anglo-saxons d'économie politique étudiant les mécanismes de financiarisation de l'agriculture (Borras 2009, Peluso et Lund 2013, Fairbairn 2014, Svampa 2015...). Ils permettent d'éclairer les modèles économiques et les mécanismes d'accumulation de valeur ajoutée qui y sont liés. Ils détaillent notamment l'introduction d'actions de sociétés de production agricole ou de propriétés foncières dans des portefeuilles d'actions de fonds d'investissement ou l'entrée des sociétés de commerce de grains dans leur capital.

Parmi les éléments clés de différenciation, nous avons questionné l'évolution des modalités d'accès au foncier et aux capitaux des agents économiques présents au sein des systèmes agraires concernés, mais aussi la production et la répartition de la valeur ajoutée et de l'emploi, et l'évolution des relations de production. Quel impact ces évolutions entraînent-elles sur les capacités de reproduction des systèmes de production présents ? Nous avons discuté ces résultats au regard de la question agraire portée par cette financiarisation, notamment l'évolution des agricultures familiales et le transfert de valeur-ajoutée vers les possesseurs de capitaux, ainsi que les risques de crise qu'elle comporte.

### ***B. Méthodologie de travail et de traitement des données***

Ce travail a été effectué dans deux régions d'étude, Young et Ansina (*cf.* figure 1), choisies pour leur situation contrastée vis-à-vis de l'intensité et de la nature des placements de capitaux financier, tout en possédant une histoire foncière et une structure agraire comparable. Toutes deux sont déjà intégrées aux échanges marchands et à la production pour l'exportation, mais l'une d'elle (Young) est mieux desservie, plus proche des ports d'exportation et comporte une plus grande proportion de terres cultivables en culture pluviale (85% contre 45%). Cela a entraîné une temporalité différente dans la dynamique de placement de capitaux dans chacune d'entre elles.

Le travail a pu être effectué grâce à une importante récolte de données de terrain. Au total, près de 160 entretiens ont été menés entre 2011 et 2014 dans ces deux régions (propriétaires fonciers, exploitants, salariés, agronomes...). Des données technico-économiques concernant les systèmes de production agricole ou systèmes d'activité des ménages contemporains ont notamment été récoltées.

Le fonctionnement technique et économique de chaque système de production type est identifié et permet de calculer la production et la répartition de la richesse créée (valeur ajoutée). Le niveau de revenu agricole ou de rémunération du capital à travers le TRI (Taux de Rentabilité Interne) sont également calculés. Cette modélisation permet de comparer les systèmes entre eux et de déterminer leurs capacités de reproduction.



Figure 1 : localisation des deux régions d'étude - *location of the two study areas* (source : Gédouin 2017)

### ***C. Résultats : Trois grandes étapes de transformations depuis les années 1990 et une modification de la structure sociale et économique du secteur***

#### **1. Les années 1990, une période de politiques de marché néo-libérales et de rigueur budgétaire qui se termine par l'endettement généralisé du secteur agricole**

Comme d'autres pays du Cône Sud, l'Uruguay a connu dans les années 1970-1980 une période de régime dictatorial dont la sortie a notamment été liée à une importante dette extérieure. Pour faire face à cette dette et relancer l'économie, le pays dû s'engager auprès des institutions financières internationales à suivre un ensemble de politiques économiques dénommé « consensus de Washington » (Naim 2000, Gore 2000). Cela inclut notamment une politique de rigueur budgétaire et d'ouverture des marchés, ainsi que de parité de taux de change avec le dollar. Les politiques de relance étaient orientées vers le secteur agricole avec des crédits en dollars pour le renouvellement des matériels et le développement de nouvelles filières d'exportation.

Les systèmes agraires des deux régions d'étude étaient composés de trois groupes sociaux principaux : de grands propriétaires éleveurs de bovins pour l'exportation de viande, produisant sur la base de main d'œuvre salariée dans des systèmes de production herbagers ; des cultivateurs familiaux prenant en location des fractions de terres auprès de ces propriétaires sur la base de systèmes à part-de-fruit (paiement en % du produit brut) pour le blé et le tournesol à Young, et pour le riz à Ansiná ; et des ouvriers agricoles doubles-actifs ayant de petits troupeaux et dans les zones les plus isolées, une activité de production vivrière (*cf.* figure 2). Le travail salarié était peu encadré par l'Etat en termes de droits et de niveau de rémunération qui était faible et peu revalorisé.

## COMMUNICATION DE RECHERCHE

Catégories d'agents	Collectif de travail	Surface des exploitations et mode d'accès à la terre	Productions
Grand propriétaire éleveur de bovins	Salarié ou patronal	1 500 - 6 000 ha - Faire-Valoir Direct	Bovins viande (bœufs et vaches de réforme)
Cultivateur à part-de-fruit ou en fermage	Patronal ou Familial	100 - 500 ha en location	Blé et tournesol ou riz
Contremaitre		Droits de pâturage	Broutards
Ouvrier		Accès informel à la terre / propriété : 1-15ha	Vivrière, Vente de surplus - laine

Figure 2 : principales catégories d'agents économiques présents dans les systèmes agraires dans les années 1990 - 1990's *agrarian systems economic agents categories*

Après une première période porteuse au début des années 1990, l'inflation et le déséquilibre de la parité du taux de change, qui augmentait mécaniquement le coût des crédits émis en dollars, contribuèrent à une augmentation de la dette du secteur agricole. La nécessité du remboursement d'emprunts toujours plus onéreux poussait les cultivateurs à une répétition dans la rotation des cultures les plus lucratives (tournesol et blé). Cela entraîna une sensibilité accrue des cultures aux maladies et des récoltes désastreuses lors de mauvaises années climatiques à la fin des années 1990, qui firent plonger l'endettement des cultivateurs et de toute la filière, impactant particulièrement une région comme celle de Young. A cela s'ajouta une épidémie de fièvre aphteuse qui amena à un blocage des exportations et fit exploser l'endettement des éleveurs, établissant la dette du secteur à l'équivalent de son produit brut au début des années 2000.

## 2. Crise économique et mesures de relance amenant à la financiarisation du secteur agricole

La crise économique régionale du début des années 2000 toucha le secteur et le pays de plein fouet. Pour y faire face, le gouvernement uruguayen prit plusieurs mesures : libéralisation des flux de capitaux, fluctuation du taux de change, création d'un institut des semences et autorisation des OGM, autorisation des achats/ventes de terres par des sociétés anonymes, création de zones franches... Ces nouvelles conditions économiques et de production amenèrent à d'importants flux de capitaux vers le secteur agricole, notamment vers la location ou l'achat de foncier. Ils furent facilités par la structure concentrée de la propriété foncière de ces régions où en 2000, 70 à 85% des surfaces appartenaient à 25% des exploitations (DIEA 2001).

Ces flux eurent lieu en deux temps. A partir de 2004, les capitaux affluèrent depuis l'Argentine et le Brésil. Un premier type de placement concernait les possesseurs de capitaux cherchant des placements sûrs. Ils achetèrent majoritairement du foncier aux propriétaires très endettés dans la région la plus accessible et plus favorable aux grandes cultures (Young) et mirent en place sur leurs terres une production de soja pour l'exportation. Certains, à la recherche de taux de rentabilité plus importants, ou pour diversifier la nature de leurs placements, se regroupèrent dans des formes productives plus mobiles, les *pools* de culture, et prirent en location des terres à des propriétaires fonciers de la région. Une partie des propriétaires des terres, choisirent d'adopter une posture de

rentier et mirent en location la totalité de leur propriété. D'autres mirent en location seulement une fraction de leurs terres arables pour une courte durée, réglèrent ainsi leurs dettes, et développèrent ensuite un système de polyculture-élevage favorisant la production de soja pour la vente.

La rente foncière proposée aux propriétaires par les *pools* de culture était plus immédiate et plus lucrative que le système traditionnel à part-de-fruit. Les cultivateurs de la région furent donc très rapidement évincés de l'accès au foncier ou repoussés vers des terres moins favorables à la mise en culture. Les gestionnaires des *pools* de culture, qui s'appuient sur de la prestation de service agricole pour la réalisation des opérations culturales, mirent en place dès leur arrivée des systèmes d'aide au renouvellement du matériel et des propositions de contrats à destination de ces anciens cultivateurs. Les moins endettés et les mieux formés d'entre eux devinrent alors prestataires pour le compte de ces entreprises, et doublèrent les capacités journalières de travail (par exemple, de 30 ha/jour au début des années 2000 à 70-80 ha/jour en 2014 pour la moisson).

A partir de 2008, de nouveaux placements de capitaux furent effectués dans le pays, cette fois plutôt en provenance de fonds financiers d'Amérique du Nord et d'Europe. Ils prirent là-aussi plusieurs formes. Des placements à court-terme et plus risqués visant une rentabilité de haut niveau, se traduisirent en une augmentation de capital des *pools* de culture, dont certains entrèrent en bourse. L'attractivité de ces entreprises était portée par la rentabilité du placement dans le secteur des cultures, dynamisée par la flambée du prix des matières premières agricoles. Ces moyens supplémentaires leur permirent de financer l'extension de leurs zones de culture vers des régions plus éloignées ou comprenant moins de terres arables, comme Ansina. Chacune de ces entreprises effectua ainsi la mise en culture de plusieurs dizaines de milliers à plus de 100 000 hectares au niveau national. A Ansina, la plupart des terres de culture pluviale n'étaient auparavant pas mises en location pour la culture par les propriétaires terriens éleveurs qui les utilisaient jusqu'alors en faire-valoir direct pour l'élevage. Dans cette région, la restructuration sociale des acteurs mettant en valeur les terres fut donc dans un premier temps bien moindre qu'à Young.

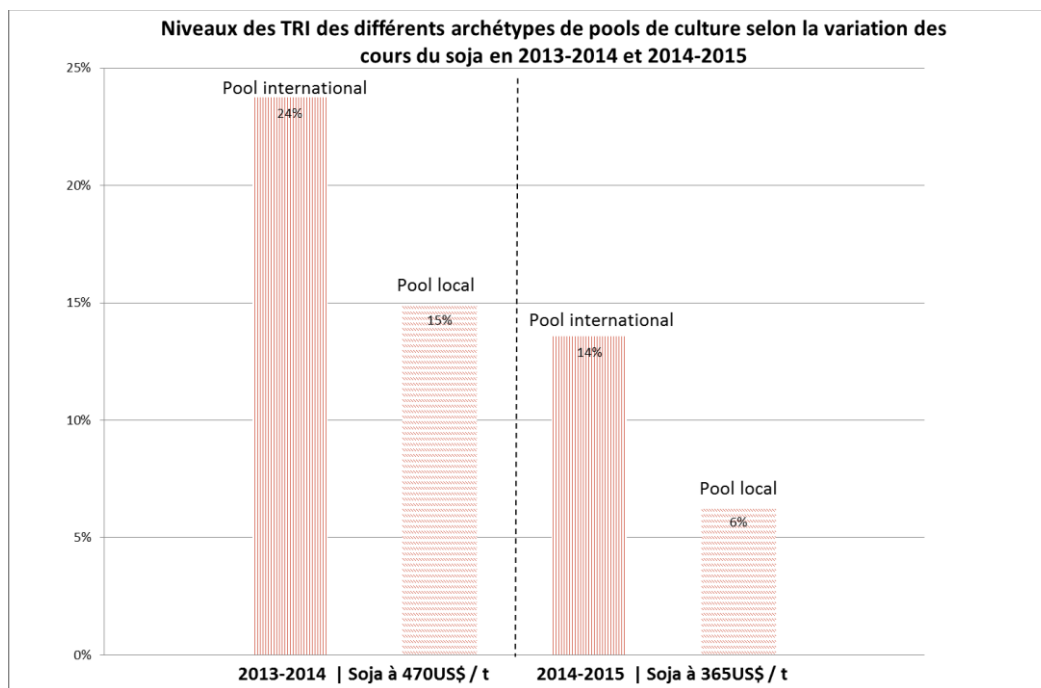
D'autres types de placements, de moyen/long termes, se traduisirent par des achats de terres par des fonds d'investissement. Ces achats eurent aussi lieu dans les régions au foncier moins cher mais possédant néanmoins un bon pourcentage de terres arables, comme celle d'Ansina. Ces sociétés y mirent en place des systèmes de polyculture-élevage, en privilégiant la maximisation de la production de soja dans la rotation. L'arrivée des *pools* et de ces fonds eurent donc pour conséquence d'accentuer la pression sur la demande de foncier, et d'en faire très fortement augmenter le prix tant à l'achat qu'à la location. L'accès au foncier pour les ouvriers ruraux, qui leur permettait une production vivrière et /ou la capitalisation à travers un petit troupeau, devint donc impossible.

### **3. En 2011, retrait des sociétés de capitaux internationaux les plus mobiles et permanence des logiques financières dans le fonctionnement du système agraire.**

Avec la baisse des cours du soja à partir de 2011-12, la rentabilité des capitaux placés diminua (cf. figure 3) et les plus grands *pools* de culture réduisirent les surfaces qu'ils cultivaient, pour placer leurs capitaux dans d'autres pays. Ils commencèrent par les régions les moins favorables à cette culture où le coût de production était le plus élevé, comme celle d'Ansina, mais aussi par les terres éloignées des axes de transport dans les régions plus favorables comme celle de Young. Néanmoins, la rentabilité de ce type de forme productive restant attractive, des possesseurs de capitaux locaux, enrichis durant cette période, prirent le relais et mirent en place des *pools* de culture locaux avec des propriétaires terriens et des prestataires de service agricole sur des surfaces moindres (10 000 ha à 20

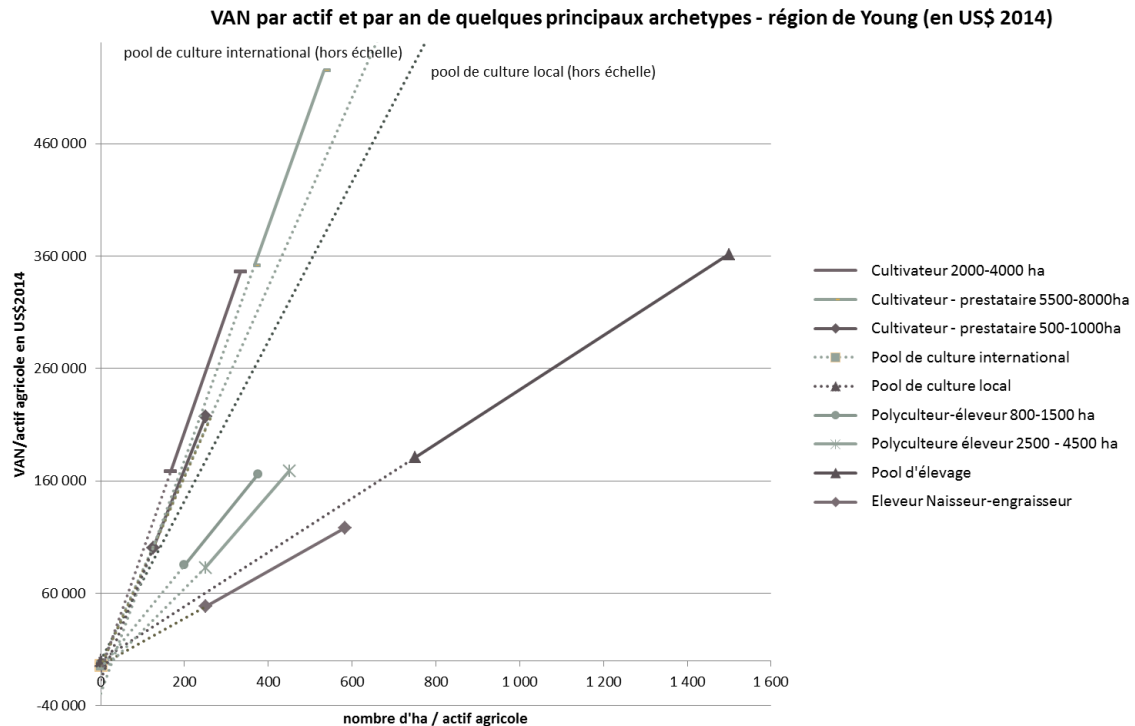
000 ha). Certaines terres auparavant occupées par les pools furent aussi mises en culture directement par les prestataires de services qui reprirent une fonction de cultivateur. Les fonds d'investissements ayant acheté des terres et certains des *pools* restants diversifièrent leur activité vers l'élevage bovin, et les surfaces dédiées à l'élevage reprirent un peu plus d'ampleur chez les propriétaires polyculteurs-éleveurs. Le reflux des grands *pools* de culture internationaux entraîna donc un investissement ou retour d'acteur locaux dans la mise en culture des terres, mais sur la base d'un modèle technique similaire centré sur la culture du soja OGM résistant à un herbicide total.

Figure 3 : Niveaux de TRI de deux archétypes de pools de culture selon la variation des cours du soja en 2013-2014 et 2014-2015 – *return rate level in cropping-pool's production systems regarding soybean prices evolution in 2013-2014 and 2014-2015*



Les niveaux de productivité du travail par hectare et par actif calculés pour ces différents systèmes montrent la prééminence des systèmes type *pools* de culture ou des grands cultivateurs à cette période pour la région de Young, et des fonds d'investissement foncier à Ansina (*cf.* figure 4). Néanmoins, leur sensibilité à la variation des cours du soja ou à des accidents climatiques ou sanitaires sur cette culture qui est leur production exclusive ou principale est importante. Cela peut donc entraîner une baisse importante et brusque de leur production de valeur ajoutée, et les rend fragiles et instables.

Figure 4 : Valeur Ajoutée Nette par actif et par an de quelques principaux systèmes de production types de la région de Young (en US\$ 2014) - *Net added value per worker and per year of some of the major production systems in Young area (in US\$ 2014)*



Durant cette même période, l'important flux de devises généré par ces arrivées de capitaux et nouveaux usages des terres permit au gouvernement de gauche du Frente Amplio de financer des programmes sociaux destinés aux familles des ouvriers agricoles (allocations familiales, plan de modernisation de l'habitat rural, etc.). Des lois et décrets furent également votés afin de mieux encadrer les relations employeurs-salariés concernant les conditions et durées de travail et les niveaux de rémunération. L'exode rural qui avait lieu depuis les années 1990 et s'accrut au cours des années 2000, entraîna une raréfaction de la main d'œuvre qualifiée, notamment en élevage. L'ensemble initia une modification des rapports de production et une revalorisation fragile du statut d'ouvrier agricole dont les retombées restent à évaluer à moyen-terme.

#### ***D. Discussion et conclusion : une répartition de la valeur ajoutée favorisant la rémunération des propriétaires terriens et des possesseurs de capitaux financiers***

Les résultats obtenus ne permettent pas de conclusions tranchées. D'importants flux de devises ont été générés relançant l'activité du pays, le secteur a connu un saut technique important et une augmentation notable de la production de valeur ajoutée par hectare et par actif, mais sans développement réel des filières de transformation. Des programmes sociaux ont pu être mis en place, représentant une forme de redistribution de la richesse produite. Mais elle a été préférée à une redistribution des ressources, puisque ces arrivées d'acteurs et de capitaux ont eu lieu au prix d'une concentration supplémentaire du foncier et d'une restructuration sociale du secteur, notamment d'une éviction de nombreux producteurs familiaux et de salariés ruraux. Les capacités de transmission des exploitations des propriétaires terriens restants sont aussi fortement déstabilisées à cause de l'augmentation de valeur du capital d'exploitation, lié au prix du foncier.

Il y a donc eu sortie de crise, mais au prix d'une transformation irréversible des systèmes agraires, et pour un modèle productif instable qui a favorisé des structures visant une rentabilité court-termiste. La répartition de la valeur ajoutée produite au sein du système agricole a évolué vers une



plus grande part destinée à la rémunération des capitaux financiers et à la rente foncière. Ces transformations forment une nouvelle étape d'évolution de ces systèmes agraires, facilitée ici par la structure foncière concentrée préexistante et la nature de la force de travail essentiellement salariée, et structurée par des logiques de placements de capitaux. Elles illustrent également des déplacements « Sud-Sud » de capitaux, opérés ici au sein du Cône Sud. Ce travail serait utilement complété par l'étude des placements de capitaux uruguayens dans des pays voisins à partir des années 2010, tels le Paraguay ou la Bolivie (Mujica 2016), qui viennent ajouter une nouvelle étape à ce phénomène de transformation agraire.

*Merci à Gilles Bazin et Sophie Devienne pour leurs relectures de cette communication.*

### **Bibliographie**

- (1) DIEA 2001. « Censo 2000 ». Recensement agricole. Montevideo: MGAP, 2001. [www.mgap.gub.uy](http://www.mgap.gub.uy).
- (2) DIEA 2015. « Anuario estadístico 2014 ». Montevideo: MGAP, 2015. [www.mgap.gub.uy/](http://www.mgap.gub.uy/).
- (3) Arbeletche P. 2010. "Impactos Socio-Economicos de La Expansion Agricola." In *Intensificación Agrícola: Oportunidades Y Amenazas Para Un País Productivo Y Natural*. Colección Art.2. Montevideo : Comisión Sectorial de Investigación Científica - UDeLaR.
- (4) Borras Jr S. M. 2009. "Agrarian Change and Peasant Studies: Changes, Continuities and Challenges—an Introduction." *The Journal of Peasant Studies* 36 (1): 5–31.
- (5) Clasadonte L, de Vries E., Trienekens J., Arbeletche P., and Tourrand J-F. 2013. "Network Companies: A New Phenomenon in South American Farming." *British Food Journal* 115 (6) : 850–863.
- (6) Cochet H. 2011. *L'agriculture Comparée*. Quae.
- (7) Cochet H., and Devienne S. 2006. "Fonctionnement et Performances Économiques Des Systèmes de Production Agricole : Une Démarche À L'échelle Régionale." *Cahiers Agricultures* 15 (6): 578–583.
- (8) Fairbairn M. 2014. "“Like Gold with Yield”: Evolving Intersections between Farmland and Finance." *Journal of Peasant Studies* 41 (5) : 777–95.
- (9) Gedouin M. 2017. « Agrobusiness Du Soja et de La Viande En Uruguay : Financiarisation Des Systèmes Agraires et Nouvelles Différenciations Sociales et Productives En Agriculture. » Thèse de doctorat, Paris : AgroParisTech.
- (10) Gedouin M., Saravia A., and Tourrand J-F. 2015. "Élevage À L'herbe et Développement Du Soja En Uruguay : Transformations D'un Modèle Pastoral Dominant. *Revue Fourrages*, N° 221 Spécial Projet ANR Systerra MOUVE." *Fourrages*, no. 221.
- (11) Gore C. « The Rise and Fall of the Washington Consensus as a Paradigm for Developing Countries ». *World Development* 28, n° 5 (2000): 789–804.
- (12) Guibert M., Sili M., Arbeletche P., Piñeiro D., and Grosso S. 2011. "Les Nouvelles Formes D'agriculture Entrepreneuriale En Argentine et En Uruguay." *Economies et Sociétés* 45 (10) : 1807–1825.
- (13) Mazoyer M. 1987. "Dynamique Des Systèmes Agraires." Rapport de Synthèse. Comité "Dynamique des systèmes agraires", Ministère de la Recherche et de la Technologie.
- (14) Mujica V. 2016. "Paraguay : El Destino Rentable de Las Inversiones Uruguayas." Site d'information généraliste. *El Observador*. January 13. <http://www.elobservador.com.uy/paraguay-el-destino-rentable-las-inversiones-uruguayas-n852118>.
- (15) Naim M. « Fads and fashion in economic reforms: Washington Consensus or Washington Confusion? » *Third World Quarterly* 21, n° 3 (2000): 505–528.
- (16) Peluso N., and Lund C. 2013. "Introduction." In *New Frontiers of Land Control*, Routledge-Taylor and Francis Books, 1–15. *Critical Agrarian Studies*. Londres, New-York: Nancy Lee Peluso et Christian Lund.
- (17) Svampa M. 2015. "Commodities Consensus: Neoextractivism and Enclosure of the Commons in Latin America." *South Atlantic Quarterly* 114 (1) : 65–82.